

# COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

## Rattrapage économique du Québec sur l'Ontario

Est-il en cours? La comparaison par habitant est-elle l'ennemie du bonheur?

Ou un piège analytique?

Oui

Par Sonny Scarfone, économiste principal

Pour illustrer les limites des mesures moyennes, un truc hérité de quelques années d'enseignement de l'économie et de la statistique consiste à recourir à l'exemple suivant. Imaginons un café près d'une université où se trouvent vingt personnes, qui gagnent pour l'essentiel des salaires d'étudiants. Puis, soudainement, le joueur le mieux rémunéré de [l'équipe de la LNH locale] fait son entrée. En moyenne, le café compte désormais 21 millionnaires. Mais le client médian demeure quelqu'un qui gère un compte de banque de façon plus serrée.

Bien sûr, il est courant d'évaluer le progrès économique d'une région à l'aide de mesures moyennes. Celles-ci présentent l'avantage de nécessiter peu de traitements statistiques. Lorsque disponibles, les valeurs médianes peuvent toutefois être privilégiées, puisqu'elles sont moins sensibles aux valeurs extrêmes.

### PIB par habitant

C'est dans cet esprit que plusieurs dressent le bilan du premier ministre sortant, François Legault, qui a fait du rattrapage économique du Québec par rapport à l'Ontario l'un de ses principaux champs de bataille, et ce, bien avant son premier mandat amorcé en 2018.

Le point de comparaison est logique. Structurellement, l'économie ontarienne est la plus similaire à celle du Québec, les chaînes d'approvisionnement sont souvent intégrées, et les deux provinces se font concurrence pour attirer les investissements étrangers. La manière traditionnelle d'évaluer ce progrès repose sur le PIB par habitant, soit la production économique moyenne rapportée à la population, au Québec par rapport au ratio observé en Ontario.

Sur ce point, M. Legault a atteint son objectif. Comme l'illustrent les lignes pleines du graphique 1 à la page 2, l'écart de PIB par habitant entre les deux provinces est passé de 13,7 % en 2018 à 9,2 % en 2024, avant de remonter légèrement à 9,7 % en 2025, selon nos estimations. Cette réduction s'explique par une hausse de 5 % du PIB par habitant au Québec sur la période, contre seulement 0,3 % en Ontario. L'écart n'a ainsi jamais été aussi faible qu'en 2024. Cette moyenne demeure toutefois sensible à des facteurs de composition, en particulier à une dynamique démographique divergente.

À l'image des étudiants au café, l'arrivée de personnes au profil économique différent n'a pas nécessairement d'incidence sur la richesse individuelle des résidents présents ex ante, mais elle peut modifier sensiblement la moyenne observée.

### TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller .....	4	Indicateurs économiques .....	6
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint  
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique  
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro  
 Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal  
 Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

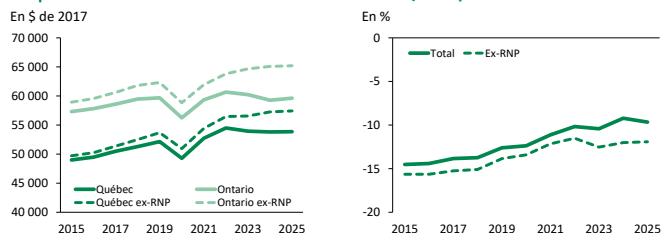
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com) • [desjardins.com/economie](https://desjardins.com/economie)

**NOTE AUX LECTEURS** : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

### Graphique 1

Rattrapage du PIB par habitant : oui, mais une histoire de composition depuis 2022

PIB par habitant



ex-RNP : excluant les résidents non permanents  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les lignes pointillées du graphique 1 illustrent l'évolution du PIB par habitant une fois exclus les résidents non permanents (RNP)<sup>1</sup>, dont la population a fortement augmenté, particulièrement depuis 2022. Cette catégorie inclut notamment des personnes qui affichent en général des revenus inférieurs à la moyenne de ceux de la population native, du moins pour quelques années suivant leur arrivée au pays. En recoupant différentes données de Statistique Canada au 1<sup>er</sup> juillet, on observe que la proportion de RNP dans la population ontarienne a augmenté de 4,7 points de pourcentage entre 2018 et 2025, pour atteindre 8,6 %, contre une hausse de 3,9 points au Québec, où elle s'établit à 6,2 %.

Dans quelle mesure cette différence de composition démographique est-elle susceptible d'influencer l'évaluation du progrès économique du Québec? La réponse demeure globalement positive, mais elle appelle une nuance importante.

Le PIB par habitant (excluant les RNP) continue d'avoir progressé plus rapidement au Québec qu'en Ontario, soit de 9,4 % contre 5,5 % depuis 2015. Cette divergence de trajectoire se traduit par un resserrement de l'écart de PIB par habitant, qui passe de 15,1 % à 11,9 %. Cela dit, le rattrapage observé cesse en 2022, année à partir de laquelle les effets de composition démographique, plus marqués en Ontario, commencent à peser davantage sur l'indicateur.

**Verdict :** objectif atteint (en cours), bien qu'il y ait une certaine stagnation depuis 2022 lorsqu'on tient compte d'effets de composition.

### Productivité

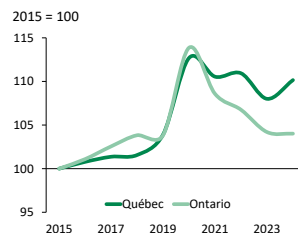
Le Saint Graal de notre prospérité économique, en ces temps de [ralentissement démographique](#) où la population en âge de travailler est appelée à stagner ou à diminuer, c'est la

<sup>1</sup> La contribution des RNP au PIB ne peut être mesurée précisément. L'indicateur ne se lit pas en valeur absolue; il relativise plutôt, entre provinces, l'incidence d'un changement de composition démographique sur la moyenne par habitant.

### Graphique 2

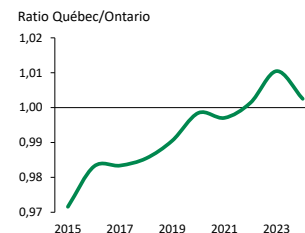
Rattrapage de la productivité : oui, mais perte d'avantage concurrentiel

Productivité du travail



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Coût unitaire de main-d'œuvre



productivité. Sur ce plan, le Québec a mieux fait que l'Ontario au cours de la période récente.

Entre 2015 et 2024, la productivité a progressé de 10,2 % au Québec, contre 4,0 % en Ontario (graphique 2). Il convient toutefois de noter qu'aucun gain net n'a été observé depuis 2022. Les années de pandémie compliquent l'interprétation, des effets de composition sectorielle ayant poussé temporairement la productivité à la hausse puisque les secteurs les plus touchés par les restrictions sanitaires affichaient en moyenne une productivité plus faible. Depuis 2022, la productivité stagne au Québec, alors qu'elle a reculé d'environ 3 % en Ontario. Sans qu'il soit possible d'inférer une causalité à partir des seuls effets de composition, ce point d'inflexion coïncide avec les changements démographiques analysés précédemment.

On observe par ailleurs que l'avantage concurrentiel du Québec en matière de coût unitaire de main d'œuvre s'est nettement amenuisé au cours de la dernière décennie. Cet indicateur, qui mesure le ratio entre la rémunération par heure travaillée et la valeur ajoutée réelle, est passé de 0,58 au Québec en 2015 (contre 0,60 en Ontario) à 0,80 en 2024 (contre 0,79 en Ontario).

Ici encore, la leçon associée aux moyennes demeure pertinente. Les effets de composition sectorielle n'altèrent toutefois pas fondamentalement le diagnostic. En 2015, 5 des 19 secteurs d'entreprises recensés par Statistique Canada, représentant 31 % des emplois au Québec, affichaient un coût unitaire de main d'œuvre plus élevé que celui observé en Ontario. En 2024, cette situation concernait 12 des 19 secteurs, qui regroupent 67 % des emplois.

**Verdict :** un rattrapage a eu lieu, bien que les gains relatifs de productivité observés au Québec ne se traduisent pas par un avantage concurrentiel en matière de coûts. Si ces gains de productivité peuvent, à court terme, profiter aux travailleurs à travers des salaires plus élevés, ils sont susceptibles de poser des enjeux à plus long terme pour la compétitivité des entreprises et l'attractivité du Québec pour les investissements si la progression

des coûts de main d'œuvre continue de dépasser celle de la productivité.

### Les revenus d'emploi

Le portrait est moins nuancé lorsqu'il s'agit des revenus, bien que, là encore, certains effets de composition puissent être présents. Cet indicateur comporte toutefois l'avantage d'être disponible sous forme médiane, et ventilé par tranche d'âge, ce qui permet d'établir des diagnostics qui s'appliquent au plus grand nombre et d'évaluer l'atteinte des objectifs de manière plus robuste.

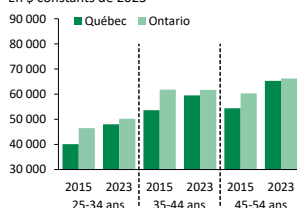
En 2015, pour chacune des catégories d'âge, le revenu d'emploi médian en Ontario dépassait celui du Québec de plus de 5 500 \$. En 2023, dernière année pour laquelle les données sont disponibles, cet écart s'est nettement réduit et n'est plus que de 2 200 \$, toutes catégories d'âge confondues (graphique 3).

### Graphique 3

**Rattrapage des revenus : oui, sans équivoque**

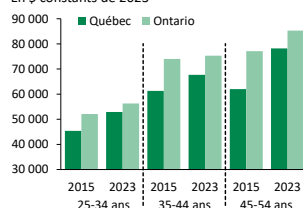
#### Revenu d'emploi médian

En \$ constants de 2023



#### Revenu d'emploi moyen

En \$ constants de 2023



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

D'une part, certains pourraient soutenir que la fiscalité québécoise, plus imposante et plus progressive, tend à accentuer les écarts de revenus nets au détriment des ménages québécois. Cette lecture doit toutefois être nuancée. Les Québécois bénéficient en contrepartie d'un niveau plus élevé de services publics provinciaux et, comme l'ont montré les [travaux de Pierre Fortin](#), plusieurs indicateurs corrigés pour le coût de la vie suggèrent qu'un rattrapage économique substantiel aurait déjà été réalisé, y compris selon certaines déclinaisons du PIB.

Cela dit, un écart subsiste en matière de revenu d'emploi moyen. Ici encore, la leçon du café demeure pertinente. Dans une économie marquée par des déficits budgétaires élevés, des coûts de santé appelés à croître et une démographie moins favorable, un rattrapage sur cet indicateur constituerait un appui supplémentaire, tant pour la soutenabilité des finances publiques que pour la capacité du Québec à offrir davantage d'occasions d'emplois qualifiés et attrayants.

**Verdict** : un rattrapage a bel et bien eu lieu, sans équivoque.

### Conclusion

Le diagnostic est assez clair : sur trois mesures centrales, l'économie québécoise a convergé vers celle de l'Ontario. Oui, le Québec s'est bien porté. Oui, il a mieux traversé la pandémie. Mais cette convergence s'explique aussi, en partie, par une performance plutôt atone du côté ontarien.

L'Ontario demeure toutefois l'économie la plus comparable au Québec et, à ce titre, un repère incontournable, bien qu'elle bénéficie d'un avantage de concentration en tant que principal pôle des sièges sociaux canadiens. Encore faut-il se rappeler que la comparaison sur plusieurs de ces indicateurs, aussi utile soit elle pour l'analyse, demeure souvent une pauvre boussole pour apprécier le [bien-être économique réel](#). Et comme l'aurait dit Theodore Roosevelt (attribution historiquement contestée), elle peut aussi être l'ennemie du bonheur (*the thief of joy*).

# À surveiller

MARDI 10 février - 8:30

<b>Décembre</b>	<b>m/m</b>
Consensus	0,4 %
Desjardins	0,5 %
<b>Novembre</b>	<b>0,6 %</b>

MERCREDI 11 février - 8:30

<b>Janvier</b>	
Consensus	70 000
Desjardins	85 000
<b>Décembre</b>	<b>50 000</b>

JEUDI 12 février - 10:00

<b>Janvier</b>	<b>taux ann.</b>
Consensus	4 210 000
Desjardins	4 100 000
<b>Décembre</b>	<b>4 350 000</b>

## ÉTATS-UNIS

**\* En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.**

**Ventes au détail (décembre)** – Après une légère diminution en octobre, les ventes au détail ont repris le chemin de la croissance en novembre. La tendance haussière devrait s'être poursuivie en décembre. Les ventes totales devraient, entre autres, profiter d'un autre fort gain des ventes d'automobiles. On s'attend cependant à une modeste contribution négative des ventes auprès des stations-service. Excluant ces secteurs, les indicateurs sont plutôt mixtes. D'un côté, certaines données concernant les transactions par cartes de crédit se sont montrées faibles. De l'autre côté, les données préliminaires hebdomadaires provenant de la Réserve fédérale de Chicago offrent un portrait plutôt positif. La hausse un peu plus forte des prix à la consommation des biens en décembre, notamment dans les épiceries, les restaurants et les boutiques de vêtements, pourrait appuyer la valeur des ventes. Somme toute, on s'attend à des augmentations de 0,5 % des ventes au détail totales et de 0,4 % des ventes excluant les automobiles et l'essence. La chute du nombre d'automobiles neuves vendues en janvier et la météo défavorable qui a sévi aux États-Unis à la fin du mois suggèrent une performance bien moins positive pour le premier mois de 2026.

**Création d'emplois non agricoles (janvier)** – Bien qu'elle fût relativement courte, notamment en comparaison avec celle de l'automne, l'impasse budgétaire qui a sévi aux États-Unis entre samedi et mercredi dernier a tout de même perturbé l'horaire de publication de quelques indicateurs. Ainsi, les données d'emplois initialement prévues pour le vendredi 6 février seront publiées le mercredi 11. Voici ce que nous écrivions la semaine dernière au sujet de cette publication : après l'hécatombe de -173 000 emplois en octobre, les gains du marché du travail américain se sont avérés positifs, mais modestes, soit +56 000 emplois en novembre et +50 000 en décembre. On s'attend à une performance légèrement meilleure pour le mois de janvier. C'est le signal procuré par la faiblesse des demandes d'assurance-chômage au cours du premier mois de l'année. La détérioration de la confiance des consommateurs envers la facilité de se trouver un emploi est cependant une indication bien moins positive. Les données hebdomadaires de l'ADP montraient aussi une modeste croissance de l'emploi entre la semaine de référence de décembre et celle de janvier. Somme toute, on s'attend à un gain de 85 000 emplois en janvier. Il ne faut toutefois pas oublier que la publication des données sera accompagnée de la révision annuelle des résultats de l'enquête auprès des entreprises, ce qui peut changer la donne. On sait que le niveau total d'emplois en mars 2025 sera révisé à la baisse, mais on ne connaît pas les mouvements mensuels que cela comporte, ni les révisions pour les mois suivants. Le taux de chômage devrait demeurer à 4,4 %.

**Ventes de propriétés existantes (janvier)** – Les ventes de propriétés existantes ont enregistré quatre hausses mensuelles consécutives à la fin de 2025. Cette plus longue séquence positive a été marquée par un gain de 5,1 % en décembre, soit le plus fort depuis février 2024. On s'attend cependant à un net changement de cadence pour le début de 2026. Les ventes de maisons en suspens ont subi en décembre leur pire baisse mensuelle depuis 2010 si l'on exclut les premiers mois de la pandémie et cela devrait se refléter lourdement dans les ventes réalisées de janvier. La mauvaise météo a aussi probablement nui. Une baisse à 4 100 000 unités est prévue. Les données régionales qui seront publiées d'ici jeudi permettront de préciser cette anticipation.

**VENDREDI 13 février - 8:30**

<b>Janvier</b>	<b>m/m</b>
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,3 %
<b>Décembre</b>	<b>0,3 %</b>

**Indice des prix à la consommation (janvier)** – La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est accélérée en décembre, après des gains implicites plutôt timides au cours des mois précédents. On s'attend à une autre augmentation mensuelle de 0,3 % de l'IPC total pour janvier. Celle-ci se produirait malgré une baisse des prix de l'essence. Les prix des aliments devraient par contre connaître une autre forte hausse, mais tout de même un peu moins que le 0,7 % de décembre. Du côté de l'IPC de base, qui exclut les aliments et l'énergie, on prévoit des accélérations du côté des biens (notamment à cause des tarifs) et des services excluant le logement et l'énergie. Après une hausse de 0,4 % en décembre, les prix associés au logement devraient avoir enregistré une progression plus lente. Somme toute, une croissance mensuelle de 0,3 % de l'IPC de base est prévue, après un gain de 0,2 % en décembre. La variation annuelle de l'IPC total devrait diminuer à nouveau pour passer de 2,7 % à 2,5 % alors que l'inflation de base devrait ralentir de 2,6 % à 2,5 %.

**OUTRE-MER**
**MARDI 10 février - 20:30**

<b>Janvier</b>	<b>a/a</b>
Consensus	0,4 %
<b>Décembre</b>	<b>0,8 %</b>

**Chine : Indice des prix à la consommation (janvier)** – La variation annuelle de l'indice des prix à la consommation devrait demeurer tout juste en territoire positif, à l'image de la faible inflation des derniers mois. Cette dynamique provient de la demande intérieure toujours fragile et de l'absence de pressions significatives du côté des coûts. Elle s'inscrit également dans la tendance baissière observée en 2025 dans plusieurs composantes du panier, notamment l'énergie, le transport et l'alimentation, qui ont exercé un frein notable sur l'évolution des prix à la consommation. Dans l'ensemble, les données de janvier devraient signaler un redressement graduel, mais limité de l'inflation, insuffisant pour modifier de façon substantielle l'orientation de la politique monétaire à court terme.

**JEUDI 12 février - 2:00**

<b>T4 2025</b>	<b>t/t</b>
Consensus	0,2 %
<b>T3 2025</b>	<b>0,1 %</b>

**Royaume-Uni : PIB réel (T4)** – L'économie britannique a ralenti au cours du printemps et de l'été 2025 et les données du quatrième trimestre devraient montrer une progression du PIB réel à nouveau assez lente. Bien que la variation du PIB mensuel se soit avérée meilleure en novembre (+0,3 %) qu'en octobre (-0,1 %) et en septembre (0,1 %), l'acquis de croissance est tout de même assez faible. Les indicateurs disponibles jusqu'à maintenant pour le mois de décembre sont assez positifs, y compris les ventes au détail et les indices PMI. Dans son rapport sur la politique monétaire publié jeudi, la Banque d'Angleterre s'attendait à un gain de 0,1 % pour le PIB réel du quatrième trimestre.

# Indicateurs économiques


## Semaine du 9 au 13 février 2026

\* En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
<b>ÉTATS-UNIS</b>						
<b>LUNDI 9</b>	13:30	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, C. Waller				
	14:30	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, S. Miran				
	15:15	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
	17:00	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, S. Miran				
<b>MARDI 10</b>	8:30	Indice du coût de l'emploi (t/t)	T4	0,8 %	0,8 %	0,8 %
	8:30	Prix des exportations (m/m)	Déc.	nd	0,0 %	nd
	8:30	Prix des importations (m/m)	Déc.	nd	0,0 %	nd
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Déc.	0,4 %	0,5 %	0,6 %
		Excluant automobiles (m/m)	Déc.	0,4 %	0,3 %	0,5 %
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Nov.	0,2 %	0,2 %	0,3 %
	12:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, B. Hammack				
	13:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Dallas, L. Logan				
<b>MERCREDI 11</b>	8:30	Création d'emplois non agricoles	Janv.	70 000	85 000	50 000
	8:30	Taux de chômage	Janv.	4,4 %	4,4 %	4,4 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Janv.	34,2	34,2	34,2
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Janv.	0,3 %	0,3 %	0,3 %
	10:15	Discours d'une vice-présidente de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	14:00	Budget fédéral (G\$ US)	Janv.	nd	nd	-144,7
<b>JEUDI 12</b>	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	2-6 févr.	222 000	224 000	231 000
	10:00	Ventes de maisons existantes (taux ann.)	Janv.	4 210 000	4 100 000	4 350 000
	19:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Dallas, L. Logan				
	19:05	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, S. Miran				
<b>VENDREDI 13</b>	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Janv.	0,3 %	0,3 %	0,3 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Janv.	0,3 %	0,3 %	0,2 %
		Total (a/a)	Janv.	2,5 %	2,5 %	2,7 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Janv.	2,5 %	2,5 %	2,6 %

## CANADA

<b>LUNDI 9</b>	---	---				
<b>MARDI 10</b>	---	---				
<b>MERCREDI 11</b>	8:30	Permis de bâtir (m/m)	Déc.	nd	4,9 %	-13,1 %
	13:30	Publication du résumé des délibérations du Conseil de direction de la Banque du Canada				
<b>JEUDI 12</b>	8:45	Discours de la première sous-gouverneure de la Banque du Canada, C. Rogers				
<b>VENDREDI 13</b>	---	---				

**Note :** Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.



# Indicateurs économiques

## Semaine du 9 au 13 février 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
<b>OUTRE-MER</b>							
<b>DIMANCHE 8</b>							
Japon	18:50	Compte courant (G¥)	Déc.	2 957,1		3 137,8	
<b>LUNDI 9</b>							
---	---	---					
<b>MARDI 10</b>							
France	1:30	Taux de chômage ILO	T4	7,7 %		7,7 %	
Chine	20:30	Indice des prix à la consommation	Janv.		0,4 %		0,8 %
Chine	20:30	Indice des prix à la production	Janv.		-1,5 %		-1,9 %
<b>MERCREDI 11</b>							
Italie	4:00	Production industrielle	Déc.	-0,5 %	2,8 %	1,5 %	1,4 %
Japon	18:50	Indice des prix à la production	Janv.	0,2 %	2,3 %	0,1 %	2,4 %
<b>JEUDI 12</b>							
Allemagne	---	Compte courant (G€)	Déc.	nd		15,1	
Royaume-Uni	2:00	Balance commerciale (M£)	Déc.	nd		-6 116	
Royaume-Uni	2:00	Construction	Déc.	0,5 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %
Royaume-Uni	2:00	Indice des services	Déc.	0,1 %		0,3 %	
Royaume-Uni	2:00	PIB mensuel	Déc.	0,1 %		0,3 %	
Royaume-Uni	2:00	PIB réel – préliminaire	T4	0,2 %	1,2 %	0,1 %	1,3 %
Royaume-Uni	2:00	Production industrielle	Déc.	0,0 %	1,5 %	1,1 %	2,3 %
<b>VENDREDI 13</b>							
Zone euro	5:00	Balance commerciale (G€)	Déc.	nd		10,7	
Zone euro	5:00	Création d'emplois – préliminaire	T4	nd	nd	0,2 %	0,6 %
Zone euro	5:00	PIB réel	T4d	0,3 %	1,3 %	0,3 %	1,3 %
Russie	5:30	Réunion de la Banque de Russie	Févr.	16,00 %		16,00 %	

**Note :** Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).